

AMNESTY INTERNATIONAL
COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : ASA 16/026/2007 (Public)

Bulletin n° : 196

ÉFAI

11 octobre 2007

Myanmar. Le Conseil de sécurité des Nations unies doit concentrer ses efforts sur une action concrète

Amnesty International salue la déclaration faite ce jeudi 11 octobre par le Conseil de sécurité, lequel «*déplore vivement*» l'utilisation de la violence contre des manifestations pacifiques au Myanmar. Le Conseil de sécurité insiste également sur l'importance d'une libération rapide de tous les prisonniers politiques et de toutes les personnes encore détenues.

«De toute évidence, nous aurions souhaité que le Conseil fasse entendre sa voix de manière beaucoup plus forte et appelle à la libération inconditionnelle de Aung San Suu Kyi et d'autres prisonniers d'opinion. Il est clair que ces libérations sont essentielles si l'on veut arriver à ce que des progrès soient réalisés en matière de «dialogue authentique» et de «réconciliation nationale» comme le veut le Conseil de sécurité. Le Conseil aurait dû également souligner la nécessité pour les personnes impliquées dans de graves violations des droits humains de rendre compte de leurs actes, a déclaré Irene Khan, secrétaire générale d'Amnesty International.

«Cependant, c'est la première déclaration officielle du Conseil de sécurité sur le Myanmar, elle aborde des questions cruciales relatives aux droits humains et pour la toute première fois elle fait référence, en l'approuvant, à une résolution récemment adoptée par le Conseil des droits de l'homme, a déclaré Irene Khan.

«Selon les informations qui nous parviennent en provenance du Myanmar, le gouvernement militaire poursuit sa chasse aux sorcières contre tous ceux qui sont soupçonnés d'avoir pris part aux manifestations. C'est un démenti de la promesse du gouvernement de travailler avec les Nations unies, a déclaré Irene Khan.

«Le Conseil de sécurité a appelé à des actions concrètes et à des résultats tangibles. Nous demandons au Conseil de ne pas seulement rester extrêmement attentif à la situation des droits humains en Birmanie mais également d'établir une feuille de route pour les progrès à faire. Le premier test sera de voir si l'appel lancé par le Conseil en faveur de la libération immédiate des milliers de personnes récemment arrêtées pour avoir pris part au mouvement de protestation pacifique, de Aung San Suu Kyi et de prisonniers d'opinion depuis longtemps incarcérés, sera suivi d'effet. Un autre test sera de voir si le gouvernement autorise à présent la venue du rapporteur spécial de l'ONU pour les droits de l'homme, Sergio Pinheiro, et lui accorde un accès libre et sans entrave au pays, comme n'a cessé de le demander le Conseil des droits de l'homme», a déclaré Irene Khan.

Amnesty International a demandé au Conseil de sécurité l'imposition d'un embargo immédiat sur les armes à destination du Myanmar. L'organisation a également appelé les principaux pays fournisseurs d'armes au Myanmar – la Chine, l'Inde, la Russie, la Serbie, l'Ukraine et les nations de l'ASEAN à cesser toute livraison d'équipements militaires ou de sécurité au Myanmar.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Yvonne Terlingen, représentante d'Amnesty International auprès des Nations unies, à New York
Contact : Bureau : +1 212 867 8878 Portable : +1 917 406 1185

Rosie Ollier, Amnesty International Londres
Contact : +44 7904 398285

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566
Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW. web : <http://www.amnesty.org>